

saillies et son indifférence à l'égard des régions canadiennes économiquement faibles minent l'esprit d'initiative des citoyens et ne pourront mener, à mon sens, qu'à un désastre socio-économique. Le gouvernement refuse de croire que l'économie languit, saignée à blanc. Le ministre des Finances, ainsi que ses collègues et le premier ministre, s'en vont, joyeux, répéter à tous les échos leurs bravades sur l'accroissement rapide du chômage et leur fantoche de guerre contre l'inflation.

• (5.10 p.m.)

Pendant ce temps, ils ont l'effronterie de se vanter de leur générosité à l'égard des régions défavorisées et indigentes du Canada. Laissons le premier ministre et le ministre des Finances convaincre les chômeurs du pays et ceux qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté que la politique déflationniste du gouvernement est la bonne. Laissons-les convaincre les 83,000 Terre-Neuviens obligés d'accepter l'assistance sociale que la politique déflationniste du gouvernement est la bonne. Le chiffre que je viens de mentionner relativement au chômage doit donner beaucoup de satisfaction au premier ministre (M. Trudeau).

Le gouvernement a pris semble-t-il, pour attitude de dire «ne nous embrouillez pas avec des faits». Le fait est que les régions du pays qui ne contribuent pas à l'inflation, telles les provinces atlantiques et le Québec, sont forcées de subir les mêmes restrictions que les provinces plus riches où le besoin d'imposer des mesures anti-inflationnistes se fait sentir.

Il est évident que la confusion règne au sein du gouvernement. Depuis deux ans que je suis ici, j'ai remarqué que le ministre des Pêches et des Forêts (M. Davis) et le ministre des Travaux publics (M. Laing) discutent continuellement la question: Qui a la priorité, les pêcheurs où les installations de pêche? Cela fait penser à la question de savoir ce qui vient en premier lieu: le poulet ou l'œuf? Dans ma circonscription électorale, bien des gens, je le sais, voudraient retourner dans l'industrie de la pêche, mais ils en sont incapables faute d'installations suffisantes. Le ministre des Travaux publics n'a pas voulu approuver les dépenses nécessaires pour construire les installations voulues parce qu'il n'y a pas de pêcheurs dans la région. Il ne reconnaît pas le fait que ces gens ne sont pas engagés activement dans la pêche, faute d'installations. C'est pourquoi je dis que les ministres discutent pour savoir où va la priorité aux pêcheurs ou aux installations.

[M. Carter.]

Depuis quelques mois, de nombreux facteurs ont ébranlé l'économie des régions démunies. Je ne veux pas insister sur la chasse aux phoques, mais ce qu'ont dit ici mes collègues mérite d'être répété. Le ministère des Pêches et des Forêts a établi des règlements qui reposent presque entièrement sur les instances émanant d'ambassades en Europe et ailleurs victimes des pressions exercées sur elles par les personnes qui ont toujours la larme-à-l'œil, par les sociétés des cœurs-sur-la-main et même par les gens détachés.

Notre gouvernement a jugé bon de céder aux pressions ainsi exercées au détriment des pêcheurs du littoral atlantique qui souvent tiraient un revenu d'appoint de la chasse aux phoques. Les règlements en vigueur créent de grandes difficultés pour ces pêcheurs. Certains d'entre eux ont le plus grand besoin des quelques dollars supplémentaires que leur rapportait la chasse aux phoques.

Le gouvernement actuel, avec l'arrogance et l'indifférence totale qui le caractérisent envers nos économiquement faibles, s'est appliqué à détruire cette industrie. Il a privé les pêcheurs de l'occasion de gagner quelques dollars pour leur permettre d'attendre soit la reprise de la pêche ou un autre emploi. A mon avis, ces règlements sont absurdes et stupides. Très certainement, le ministre des Pêches et ses collaborateurs n'y ont pas mûrement réfléchi. Tout esprit raisonnable, s'il savait ce qui se passe dans la région atlantique, ne permettrait pas cela. Le ministre des Pêches a fait beaucoup pour les pêcheries de l'Atlantique et je m'étonne qu'il permette l'application à l'industrie du phoque, ce règlement qui aura des effets désastreux, sinon cette année, du moins l'année prochaine ou la suivante.

Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), a déclaré récemment avec orgueil qu'il y a au Canada 22 régions désignées comme régions spéciales. Il s'en trouve huit à Terre-Neuve. Un secteur de ma circonscription mérite peut-être plus que tout autre d'être ainsi désigné, mais il n'a pas même été mentionné. Il s'agit de la région d'Argentina-Placentia où la base navale américaine d'Argentina ferme graduellement ses portes. Il y a environ 200 pêcheurs et leurs familles qui ont été transplantés dans cette région par le gouvernement fédéral et celui de Terre-Neuve. On n'a rien fait pour les encourager à gagner leur vie par la pêche. La région est dans le marasme; aussi je suis fort